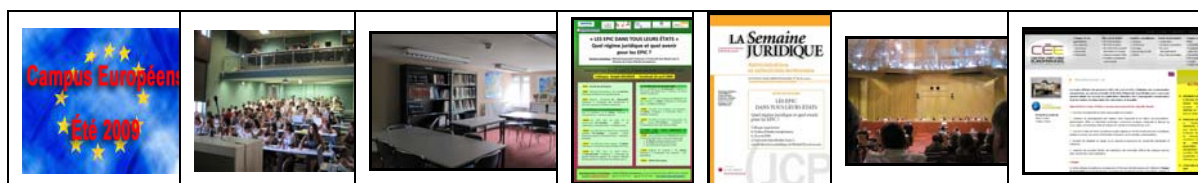


CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2009



Lyon : Centre d'Études Européennes, 2009

Document disponible sur le site web du Centre d'Études Européennes, à l'adresse :
<http://cee.univ-lyon3.fr/spip.php?rubrique92>

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source

Fiche catalographique :

Centre d'Études Européennes
Rapport d'activité 2009
Lyon : Centre d'Études Européennes
2009 – 18 p. – 21 x 29,7 cm

Directeur de publication : Michaël Karpenschif, Directeur du Centre d'Études Européennes

Texte et photographies : V. Gervasoni, sauf mention expresse

Université de Lyon

Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 – Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Tél. : ++ 00 / 33 478 787 442 –

Fax : ++ 00 / 33 478 787 466 – Web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.



CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Rapport d'activité 2009

1/ ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE

1.1 CONTRAT QUADRIENNAL 2011-2014

L'exercice (rédaction scientifique et pédagogique pour le CEE) a permis de développer le projet scientifique qui figure en annexe de ce rapport d'activité et, par la même occasion, de constater l'importance de la contribution du centre à l'Equipe de droit public, ne serait-ce que par le nombre de chercheurs qui lui sont rattachés et le volume de leurs publications.

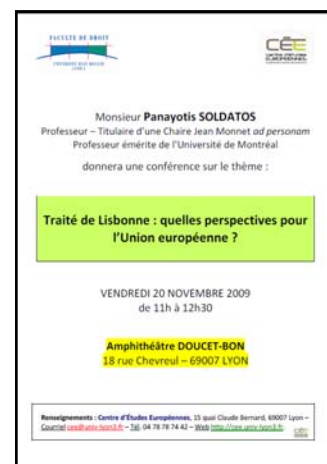
1.2 COLLOQUES ET CONFÉRENCES PUBLIQUES

Deux colloques nationaux ont été organisés, qui ont rencontré un vif succès auprès des universitaires et des professionnels concernés :

- « Quelle place pour le droit du sport dans les systèmes juridiques français et européen ? », 20 mars 2009, Salle Josserand, en partenariat avec l'École des avocats de la région Rhône-Alpes.
- « Les EPIC dans tous leurs états. Quel régime juridique et quel avenir pour les EPIC ? », 24 avril 2009, Amphi Roubier, avec le soutien du Département du Rhône, de l'École des avocats de la région Rhône-Alpes, de l'Institut de Droit et d'Économie des Affaires, de l'Institut d'Études Administratives, des éditions LexisNexis, du Service de la Recherche de l'Université Jean Moulin-Lyon 3 et de la Ville de Lyon.

La conférence du Professeur Panayotis SOLDATOS du 20 novembre 2009, sur le thème « **Traité de Lisbonne : quelles perspectives pour l'Union européenne ?** », Amphithéâtre Doucet-Bon (11h-12h30) a accueilli une centaine de personnes. Elle a été enregistrée et diffusée sur le site de la Faculté de Droit Virtuelle.

La conférence de M. Paul MERCIER (Directeur général adjoint des opérations de marchés à la Banque centrale européenne) n'a pu avoir lieu le 9 décembre 2009 compte tenu de sa indisponibilité de dernière minute. Elle est reportée aux premiers mois de 2010.



1.3. ENSEIGNEMENT

Le CEE a souscrit à l'appel d'offres du programme de financement Jean Monnet en demandant une Chaire Jean Monnet (2009-2014) pour Mme FERRARI-BREEUR, Maître de conférences-HDR, directrice adjointe du CEE, une Chaire Jean Monnet (2009-2014) pour Mme LE BAUT-FERRARESE, Maître de conférences, responsable pédagogique du Master 2 professionnel Droit européen, ainsi qu'une aide Activité d'information et de recherche (2009-2010) pour sa **18^e Université européenne d'été**.

Les deux premiers dossiers ont été rejetés compte tenu de l'impossibilité pour les enseignantes d'assurer 120 heures de « pur » droit communautaire à Lyon 3. Le troisième a été rejeté compte tenu de l'aspect non innovant de la formule (17^e édition).

La 18^e édition procédera d'une nouvelle formule.

Masters 2 Droit européen des affaires

Rédaction des plaquettes de présentation des deux diplômes, Master 2 recherche et Master 2 professionnel « Droit européen des affaires » et mise en ligne sur le site web du CEE.

Envoi (mailing) aux Services d'information et d'orientation des universités de France.

Réception et traitement des demandes d'information et d'inscription aux Masters 2 « Droit européen des affaires », en liaison avec le Service de scolarité des M2.

La partie diplôme du contrat quadriennal a été remplie et envoyée au porteur de diplôme de la mention Droit européen, international et comparé en septembre 2009.

Le contenu des diplômes et la refonte du régime d'examen des M2 ont été soumis au Conseil de la Faculté de Droit d'octobre 2009.

The flyer contains the following text:

Centre d'Etudes Européennes (CEE) a été créé en 1972, à l'initiative des Communautés européennes, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Monnet-Lyon 3, avec pour mission initiale de réaliser les publications officielles des Communautés et de les traduire à disposition des étudiants de la Faculté de Droit de Lyon 3.

Le Centre d'Etudes Européennes (CEE) est une unité de recherche et de formation :

- favorisant l'enseignement de droit communautaire et européen.
- contribuant au développement des relations entre l'Université et les milieux non universitaires (Administration, Etat, les collectivités territoriales, entreprises, organismes internationaux et Nations de Lyon), toutes disciplines liées à l'Université de Commerce et d'Etudes de Lyon.
- assurant la mise de l'Union européenne au plan régional, en offrant à tous personnes ou entreprises, petites ou grandes, une expertise d'expertise relative aux droits communautaires.
- réalisant les études, en matière de loi dérogatoire ou préjudiciale aux directives, réglementaires et nationales.
- préparant des parties d'étude, des mémoires, des conférences, des séminaires d'état et des colloques dans les autres domaines de la politique.

Le Centre d'Etudes Européennes est dirigé par la Professeure Michèle KAMBERGUEF, Professeure à l'Université Jean Monnet-Lyon 3, Directrice du Centre d'Etudes Européennes.

Responsable: Michèle KAMBERGUEF
Professeure à l'Université Jean Monnet-Lyon 3
Directrice du Centre d'Etudes Européennes

Master 2 Recherche
Mention: Droit et sciences politiques
Spécialité: Droit européen, international et comparé
Partenaires: Recherche

Master 2 Professionnel
Mention: Droit européen, international et comparé
Spécialité: Droit européen des affaires
Partenaires: Recherche

Romaine Barthelemy
10 quai Claude Bernard 69622 Lyon Cedex 02
Tél. : 04 78 79 73 30
Courriel: rbarthelemy@cee-lyon3.fr

Administrateur:
10 quai Claude Bernard 69622 Lyon Cedex 02
Tél. : 04 78 79 73 34 et Fax : 04 78 79 73 49
Courriel: cee@cee-lyon3.fr
Web: <http://cee.univ-lyon3.fr>

The flyer contains the following text:

OBJECTIFS DU COURS
L'objectif de ce cours est de donner aux étudiants une spécialisation en droit communautaire qui leur permettra de travailler sur des sujets de recherche ou de réaliser des mémoires de fin de cycle ou de leur faciliter une insertion professionnelle dans les administrations européennes, le secteur administratif ou la construction européenne ou l'enseignement juridique de la vie des affaires (entreprises, tribunaux, services juridiques et cabinets d'avocats).

PRE REQUIS
Le titulaire est ouvert aux étudiants titulaires d'un Master 2 en droit, en science politique ou en IEP, ainsi qu'à son personnel enseignant d'un diplôme équivalent (bac + 4).

CONDITIONS D'ADMISSION
L'inscription au Master 2 est subordonnée à l'acte d'admission d'admission délivré par le Professeur, chargé de l'enseignement scientifique et juridique par le responsable de la formation.

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT
L'enseignement comprend des cours théoriques et des séminaires, l'enseignement comprend des cours théoriques et des séminaires, l'enseignement des applications et des connaissances des étudiants réalisés à la fois d'un contrôle écrit et d'un examen oral.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
Les étudiants titulaires de l'acte d'admission et des fonds documentaires spécialisés de CEE.

Code	Titre	Crédits
101	Droit communautaire	10
102	Droit international public	10
103	Droit international privé	10
104	Droit comparé	10
105	Droit des affaires	10
106	Droit de l'économie	10
107	Droit de l'environnement	10
108	Droit de la santé	10
109	Droit de la consommation	10
110	Droit de la concurrence	10
111	Droit de la propriété intellectuelle	10
112	Droit de la fiscalité	10
113	Droit de la monnaie et des banques	10
114	Droit de la sécurité sociale	10
115	Droit de l'énergie	10
116	Droit de l'aviation	10
117	Droit de la marine	10
118	Droit de l'espace	10
119	Droit de la cybersécurité	10
120	Droit de la sécurité nationale	10
121	Droit de la défense	10
122	Droit de la justice	10
123	Droit de la police	10
124	Droit de la sûreté	10
125	Droit de la sécurité civile	10
126	Droit de la sécurité publique	10
127	Droit de la sécurité intérieure	10
128	Droit de la sécurité extérieure	10
129	Droit de la sécurité maritime	10
130	Droit de la sécurité aérienne	10
131	Droit de la sécurité terrestre	10
132	Droit de la sécurité spatiale	10
133	Droit de la sécurité nucléaire	10
134	Droit de la sécurité chimique	10
135	Droit de la sécurité biologique	10
136	Droit de la sécurité physique	10
137	Droit de la sécurité psychologique	10
138	Droit de la sécurité morale	10
139	Droit de la sécurité intellectuelle	10
140	Droit de la sécurité culturelle	10
141	Droit de la sécurité linguistique	10
142	Droit de la sécurité artistique	10
143	Droit de la sécurité scientifique	10
144	Droit de la sécurité technique	10
145	Droit de la sécurité industrielle	10
146	Droit de la sécurité commerciale	10
147	Droit de la sécurité financière	10
148	Droit de la sécurité économique	10
149	Droit de la sécurité sociale	10
150	Droit de la sécurité juridique	10
151	Droit de la sécurité administrative	10
152	Droit de la sécurité judiciaire	10
153	Droit de la sécurité législative	10
154	Droit de la sécurité réglementaire	10
155	Droit de la sécurité contractuelle	10
156	Droit de la sécurité délictuelle	10
157	Droit de la sécurité pénale	10
158	Droit de la sécurité administrative	10
159	Droit de la sécurité judiciaire	10
160	Droit de la sécurité législative	10
161	Droit de la sécurité réglementaire	10
162	Droit de la sécurité contractuelle	10
163	Droit de la sécurité délictuelle	10
164	Droit de la sécurité pénale	10
165	Droit de la sécurité administrative	10
166	Droit de la sécurité judiciaire	10
167	Droit de la sécurité législative	10
168	Droit de la sécurité réglementaire	10
169	Droit de la sécurité contractuelle	10
170	Droit de la sécurité délictuelle	10
171	Droit de la sécurité pénale	10
172	Droit de la sécurité administrative	10
173	Droit de la sécurité judiciaire	10
174	Droit de la sécurité législative	10
175	Droit de la sécurité réglementaire	10
176	Droit de la sécurité contractuelle	10
177	Droit de la sécurité délictuelle	10
178	Droit de la sécurité pénale	10
179	Droit de la sécurité administrative	10
180	Droit de la sécurité judiciaire	10
181	Droit de la sécurité législative	10
182	Droit de la sécurité réglementaire	10
183	Droit de la sécurité contractuelle	10
184	Droit de la sécurité délictuelle	10
185	Droit de la sécurité pénale	10
186	Droit de la sécurité administrative	10
187	Droit de la sécurité judiciaire	10
188	Droit de la sécurité législative	10
189	Droit de la sécurité réglementaire	10
190	Droit de la sécurité contractuelle	10
191	Droit de la sécurité délictuelle	10
192	Droit de la sécurité pénale	10
193	Droit de la sécurité administrative	10
194	Droit de la sécurité judiciaire	10
195	Droit de la sécurité législative	10
196	Droit de la sécurité réglementaire	10
197	Droit de la sécurité contractuelle	10
198	Droit de la sécurité délictuelle	10
199	Droit de la sécurité pénale	10
200	Droit de la sécurité administrative	10

Centre d'Etudes Européennes
10 quai Claude Bernard
69622 Lyon Cedex 02
Tél. : 04 78 79 73 30
Fax : 04 78 79 73 49
Courriel: cee@cee-lyon3.fr
Web: <http://cee.univ-lyon3.fr>

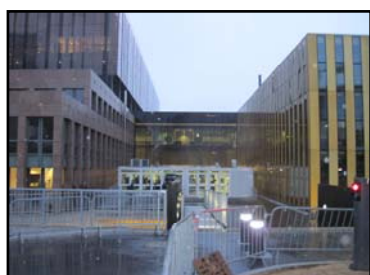
Master 1 Droit européen

Rédaction de la plaquette de présentation du diplôme et mise en ligne sur le site web du CEE.

La partie diplôme du contrat quadriennal a été remplie et envoyée au porteur de diplôme de la mention Droit européen, international et comparé en septembre 2009.

Voyage d'étude annuel

Une quarantaine d'étudiants ont visité la Cour de justice de l'Union à Luxembourg les 23 et 24 novembre 2009. Le déplacement était d'autant plus intéressant que l'affaire (C-211/08, Commission c/ Espagne – libre prestation de service) a été examinée en formation plénière et donnera lieu à un arrêt de principe.



Université européenne d'été 2009

127 étudiants de 16 nationalités différentes ont participé à la session 2009 (17-28 août 2009) sur le thème « **L'Union européenne, l'heure de la relance ? L'Union après le Traité de Lisbonne et les élections européennes** ». Le taux de réussite à l'examen (écrit de 3 heures) a été de 95 % (118/124 présents). Le programme a bénéficié du label Campus européen d'été 2009 et bénéficié du soutien du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Direction des relations européennes et internationales et de la coopération) et du Département du Rhône.

Pour mémoire :

- **Répartition des notes :**
20 % des notes sont supérieures à 80/100 (16/20)
43 % des notes sont comprises entre 65/100 et 80/100
37 % des notes sont inférieures à 65/100 (13/20)
- **Meilleure note :** 89/100 points (17,80/20)
- **Plus mauvaise note :** 20/100 (04/20)
- **Moyenne des extrêmes :** 54,5/100 (10,90/20)
- **Moyenne générale :** 68,35/100 (13,67/20)



La subvention du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été cette année – et contrairement à 2008 –, maximale, le projet lui paraissant séduisant. La représentante du ministère a rendu visite à l'équipe le jeudi 20 août 2009 et a été satisfaite de l'organisation et du contenu, en donnant des consignes pour une nouvelle formule impliquant plus étroitement l'Université Lyon 3 (conditions matérielles et financières).

1.4 PARTICIPATION AU CONCOURS HABEAS CORPUS

Comme chaque année, le CEE participe à l'organisation du concours, en soutien pédagogique (organisation et formation par deux allocataires de recherche rattachés au CEE) et logistique (mise à disposition de locaux, matériels et achat des ouvrages remis en prix aux lauréats). En 2009, l'Université Jean Moulin-Lyon 3 a fait figurer deux équipes (CDI-CEE et IEJ). L'Équipe de l'Université de Turin a été vainqueur.

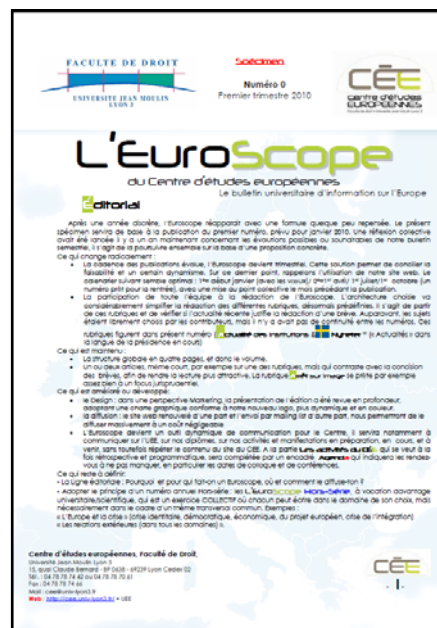
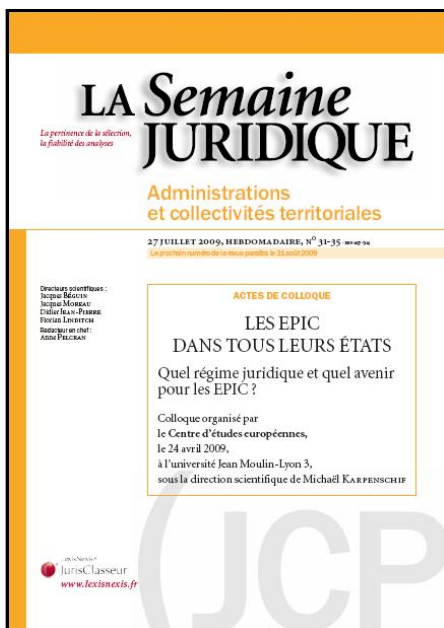
1.5. PUBLICATIONS

Les actes du colloque du 24 avril sur les EPIC sont parus dans le numéro spécial de la Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales (JCP A) du 27 juillet 2009 (n° 31-35).

L'équipe des doctorants, encadrés par M. Carpano, travaillent sur un rapport de recherche collectif qui devrait être publié dans le numéro spécial d'une revue juridique européenne, à paraître en 2010.

L'équipe des enseignants-chercheurs rédige les commentaires de décisions fondamentales du droit européen pour l'ouvrage collectif « Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne » (GAJUE), à paraître en 2010.

L'Euroscope du CEE voit sa formule entièrement refondue. Le premier numéro du futur trimestriel paraîtra en janvier 2010.



2/ FONCTIONNEMENT

2.1. INFORMATISATION

Refonte du site web du CEE



Refonte du site Internet et création du nouveau logo par une société extérieure (examen des devis, choix du fournisseur, gestion administrative et comptable de la commande).

Formation à la mise à jour du nouveau site sous SPIP (1/2 journée).

Mise en place de la procédure de prise en charge par l'Université : désignation d'un nouveau nom pour le site et d'un webmaster.

Mise en place et suivi de la procédure relative au transfert sur le site de l'Université (20 mars 2009).

Fréquentation : 12 160 visites à ce jour depuis la mise en service – 10 à 15 visites/jour.

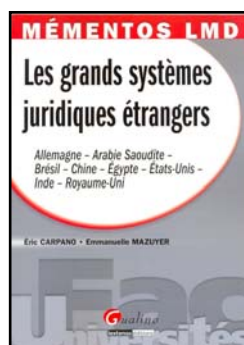
Répartition des visites :

C'est la rubrique « Offre de formation » (l'Université d'été en premier lieu) qui est la plus fréquentée, précédant en cela la rubrique « « Activités scientifiques » (au premier rang, la page consacrée aux ouvrages référencés dont les auteurs appartiennent à l'équipe du CEE).

Équipement

4 postes informatiques en réseau et une imprimante ont été acquis et installés en octobre 2009 afin d'accueillir convenablement les usagers du CEE, en premier lieu les étudiants en droit européen et les étudiants de l'Université d'été.

2.2 DOCUMENTATION



Fonction

Cette activité est essentielle car le CEE est un Centre de documentation européenne agréé par l'Union européenne, référencé sur le site www.cdeFrance.eu, comme 47 autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche (Office des publications officielles de l'Europe, OPOCE). Le CEE est chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon,

avec l'École de management d'Ecully et l'IEP (Lyon 2). Trois obligations lui sont donc imposées :

1) **Être dépositaire** de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

2) Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande et suivi, enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

3) **Permettre la consultation des bases de données spécialisées sur Internet** (une dizaine de sites institutionnels, législation et jurisprudence également) : 3 postes informatiques avec connexion réseau sont consacrés à cette activité (accueil et orientation du public) et 2 sont réservés aux enseignants-chercheurs permanents ou visiteurs.

Gestion des ouvrages et des périodiques

Une trentaine d'ouvrages ont pu être acquis en juin et en novembre. Ils sont systématiquement enregistrés. Leur localisation par le logiciel GEAC permet de rendre visible nationalement la richesse du fonds documentaire. Par ailleurs, le site web du CEE affiche en temps réel les ouvrages acquis et reçus, enregistrés et en cours d'enregistrement. En octobre-novembre 2008, le retard d'enregistrement des ouvrages acquis et reçus depuis le départ de Mme Barou a été résorbé, ainsi que les ouvrages aux cotes non conformes à la classification Dewey.

En 2010, il s'agira de faire procéder à l'enregistrement des mémoires de M2 recherche (retard accumulé de 5 ans).

En octobre 2009, l'actualisation de la base des périodiques, en liaison avec le SCD, a permis de la corriger et de l'enrichir.

La demande de prise en charge par le Service commun de documentation de l'abonnement à la revue anglophone *European Public Law* (éditeur : Wolters Kluwer) n'a pas été acceptée.

CONCLUSION

Toutes les activités du CEE menées par la précédente équipe administrative et validée par la nouvelle ont été menées à bien, malgré les conditions matérielles et financières parfois difficiles.

Le seul aspect négatif de ce bilan reste l'annulation par le Rectorat – pour des motifs qui lui sont propres et probablement budgétaires – de la formation des enseignants du second degré qui devait avoir lieu les 19 et 20 novembre 2009.

ANNEXE

CONTRAT QUADRIENNAL 2011-2014

Centre d'Etudes Européennes

Directeur : Michaël Karpenschif

Le CEE, plus ancien de centre de recherche de l'Université Jean-Moulin-Lyon 3 (1972), fait l'objet d'une reconstruction à un triple point de vue, scientifique par le renouvellement de ses membres (nouveaux dirigeants et responsables pédagogiques), administratif par le recrutement de personnel suite à la suppression de 3 postes à temps plein, et financier, par la recherche active de financements privés et publics, internes et européens. Cette entrée en matière un peu vive décrit assez bien l'énergie de la nouvelle équipe et permet d'expliquer qu'elle tente de dépasser les difficultés matérielles en conservant les activités scientifiques et pédagogiques pertinentes et en leur insufflant une dynamique nouvelle. Le premier trimestre 2009 en a été l'illustration avec l'organisation de deux colloques nationaux et la mise en place d'un nouveau site Internet (<http://cee.univ-lyon3.fr>) qui favorisent une plus grande visibilité de son action en matière d'enseignement, de recherche et d'information du public.

L'équipe souhaite maintenir à un haut niveau, et même améliorer, son activité pédagogique. Le CEE sert d'appui à deux Master 2 habilités à l'Université Jean Moulin-Lyon 3, le *Master 2 Droit européen des affaires, parcours recherche* (resp. Michaël Karpenschif, PR) et le *Master 2 Droit européen des affaires, parcours professionnel* (resp. Bernadette Le Baut-Ferrarese, MC), gérés par le Service scolarité des M2. Par ailleurs, depuis seize ans, le CEE est l'organisateur d'une *Université européenne d'été* (resp. Eric Carpano, MC) qui réunit chaque année une centaine d'étudiants d'une douzaine de nationalités différentes pour une formation intensive en droit européen, avec le label Campus européen d'été du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Enfin, le CEE souhaite maintenir ses deux journées de formation annuelle (octobre) destinées aux enseignants du second degré dans le cadre du *Plan académique de formation du Rectorat de Lyon* (resp. Christine Ferrari-Breur, MC-HDR).

Le CEE est agréé comme centre de documentation européenne, qui lui permet de bénéficier de la diffusion des publications de l'OPOCE (Office des publications officielles des Communautés européennes), ce qui explique et justifie le maintien de l'indépendance de son fonds (3600 ouvrages dont 107 thèses) et de ses locaux, néanmoins et surtout accessibles à tous. Centre de documentation européenne agréé et référencé sur le site www.cdefrance.eu, comme 47 autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche, le CEE est chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon, avec l'Ecole de management d'Ecully et l'IEP (Lyon 2). Trois obligations lui sont donc imposées :

- 4) **Etre dépositaire** de documents d'information officielle en version électronique et les mettre à disposition du public (enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt).
- 5) **Acquérir des ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** (commande et suivi, enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt).
- 6) **Permettre la consultation des bases de données spécialisées sur Internet** (une dizaine de sites institutionnels, législation et jurisprudence également) : un poste informatique avec connexion réseau et wifi devrait être consacré à cette activité (accueil et orientation du public).

1. ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE

Fort de son potentiel scientifique et pédagogique important au sein de l'EDP (3 professeurs, 2 maîtres de conférences HDR, 2 maîtres de conférences, 5 allocataires de recherche au 10 juin 2009), le CEE a opté pour la démarche scientifique et méthodologique suivante :

- l'organisation de deux colloques nationaux annuels de droit européen, l'un plus théorique et le second plus pragmatique et de conférences annuelles de personnalités représentatives des institutions et du droit européen, déterminées en fonction de l'actualité et accessibles aux étudiants de master et de doctorat ;

- la publication systématique de ses travaux collectifs et individuels dans les revues ou chez les éditeurs nationaux reconnus.

En ce domaine, le CEE ne déroge pas à la ligne commune de l'Equipe de droit public en associant ou s'associant à d'autres centres de recherche, *a minima* par une participation scientifique ou financière à leurs travaux (en témoigne l'organisation du colloque sur les EPIC du 24 avril 2009, organisé en partenariat avec l'IEA) et autres productions scientifiques (publications de B. Le Baut-Ferrarese, MC CEE et Isabelle Michallet MC-IDE, voir fiches individuelles AERES). Plus largement, le CEE fait appel à des partenaires publics (collectivités territoriales, Rectorat, MESR, IEP de Lyon 2, CR hors EDP) ou privés (Ecole des avocats). Également, le CEE a souscrit au programme européen de financement Jean Monnet en demandant une Chaire Jean Monnet (2009-2014) pour Mme Ferrari-Breuer, Maître de conférences-HDR, directrice adjointe du CEE, une Chaire Jean Monnet (2009-2014) pour Mme Le Baut-Ferrarese, Maître de conférences, responsable pédagogique du Master 2 professionnel Droit européen, ainsi qu'une aide Activité d'information et de recherche (2009-2010) pour sa 18^e Université européenne d'été. Les dossiers ont été envoyés en février 2009 et les réponses ne sont pas connues à ce jour.

Le CEE est adhérent de l'association scientifique d'études européennes, Commission pour l'Étude des Communautés Européennes (CEDECE).

1.1. THÈSES

Le rythme de production des thèses, jusqu'ici convenable, est bien entendu susceptible de s'accroître compte tenu de la prise de fonction de nouveaux membres HDR dans l'Equipe (Michaël Karpenschif, Christine Ferrari-Breuer).

2005 - Olivier TERRENOIRE, De l'influence communautaire sur la protection du voyageur aérien, dir. Robert WITTERWULGHE

2006 - Nadia MILOUDIA, La coopération sanitaire entre le conseil de l'Europe et de l'Union européenne, dir. Christian PHILIP

2007 - Jérémy BROTTES, Du principe de non-discrimination au principe d'égalité en droit communautaire, dir. Robert WITTERWULGHE

Marieme DIOP, Etude de l'action des organisations internationales en matière de dialogue des cultures, dir. Christian PHILIP

2008 - Marcelin SOME, Le statut juridique de l'organisation internationale de la francophonie, dir. Christian PHILIP

1.2. COLLOQUES

2005 « L'Union européenne élargie aux nouvelles frontières et à la recherche d'une politique de voisinage », Colloque CEE, 11 avril

2006 « Quelle relance pour la construction européenne ? », Colloque CEE, 10 avril

2008 « Droit pénal communautaire. Etat des lieux et initiatives : perspectives en droit de l'environnement », Colloque CEE, 21-22 février 2008

2009

- « Quelle place pour le droit du sport dans les systèmes juridiques français et européen ? », Colloque CEE, 20 mars 2009
- « Les EPIC dans tous leurs états. Quel régime juridique et quel avenir pour les EPIC ? », Colloque CEE, 24 avril 2009

Ces deux derniers colloques déboucheront à court ou moyen terme sur des partenariats avec la création de nouveaux diplômés (Droit du sport) et des perspectives de recherches ou de manifestations scientifiques (dans le domaine des transports (avec les EPIC intervenants et participants).

1.3. CONFÉRENCES PUBLIQUES

2005

- « Croissance et emploi : le nouveau défi européen », Monsieur Philippe De BUCK (Secrétaire Général de l'UNICE), Conférence CEE – 11 mars 2005
- « Naissance d'un continent : l'Euromed », Monsieur Chibli MALLAT (Professeur à l'Université Saint Joseph de Beyrouth – Liban), Conférence CEE – 14 avril 2005

2006

- « Regards sur la construction européenne », Simone WEILL (Membre du Conseil Constitutionnel), Conférence CEE et association IDEE – 16 janvier 2006
- « Droit communautaire et services publics », Philippe MAYSTADT (Président de la Banque Européenne d'Investissement), Conférence CEE et IAE de Lyon – 13 février 2006
- « Vieille dame en quête de reconnaissance : réflexions sur la mission future du Conseil de l'Europe », Peter LEUPRECHT (Professeur, Directeur de l'Institut d'Etudes Internationales de Montréal), Conférence CEE – 7 avril 2006
- « Les Balkans et l'Union Européenne », Mustafaj BESNIK (Ministre albanais des Affaires étrangères), Conférence CEE - 25 août 2006

2007

- « Intérêt national et intérêt communautaire du point de vue des institutions européennes et des États membres », Laszlo TROCSANYI (Directeur du Centre d'Études européennes de l'Université de Szeged – Hongrie), Conférence CEE et École Doctorale de droit – 31 janvier 2007
- « La Hongrie, deux ans et demi après son entrée dans l'Union européenne », Laszlo TROCSANYI (Directeur du Centre d'Études européennes de l'Université de Szeged – Hongrie), Conférence CEE et École Doctorale de droit – 2 février 2007
- « Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC : un cadre qui participe à la

gouvernance globale ? », Vilaysoun LOUNGNARATH (Professeur et Conseiller juridique à l'OMC), Conférence CEE et École Doctorale de droit – 8 février 2007

- « L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et son modèle d'intégration », Vilaysoun LOUNGNARATH (Professeur et Conseiller juridique à l'OMC), Conférence CEE et École Doctorale de droit – 8 février 2007
- « Quel chantier pour la relance de l'Union Européenne ? », Sylvie GOULARD (Présidente du Mouvement européen-France), Conférence CEE – 31 août 2007

2008

- « La mise en œuvre de la politique monétaire de la BCE », Paul MERCIER (Directeur général adjoint de la Direction Générale des Opérations de Marché à la Banque Centrale Européenne), Conférence CEE – 21 janvier 2008
- « Primauté du droit européen et protection de la constitutionnalité : l'exemple de la Hongrie », Laszlo TROCSANYI (Directeur du Centre d'Études européennes de l'Université de Szeged – Hongrie), Conférence CEE – 11 février 2008
- « Elargissement de la zone Schengen et l'adhésion de la Hongrie », Laszlo TROCSANYI (Directeur du Centre d'Études européennes de l'Université de Szeged – Hongrie), Conférence CEE – 14 février 2008
- « L'institution judiciaire au cœur de l'Europe : de la Justice à la paix sociale », Eric de MONTGOLFIER (Procureur de la République près le TGI de Nice), Conférence CEE – 18 février 2008
- « Primauté du droit communautaire sur le droit irlandais », Monsieur WALSH (Professeur à la faculté de droit de Cork, Irlande), Conférence CEE – 28 avril 2008
- « L'Union européenne et la constitution irlandaise », Monsieur WALSH (Professeur à la faculté de droit de Cork, Irlande), Conférence CEE – 29 avril 2008
- « La Présidence française de l'Union Européenne et les enjeux de la construction européenne », Alain BARRAU (Ancien député, Directeur du Bureau d'information du Parlement Européen), Conférence CEE – 29 août 2008
- « Blanchiment et délinquance financière », Jean GODBILLE (Avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles), Conférence CEE – 8 décembre 2008

1.4. PUBLICATIONS COLLECTIVES

Pour les publications individuelles des membres du CEE, très nombreuses, on se référera au document AERES. Par ailleurs, le site web du CEE informe en temps réel de la parution des publications collectives et individuelles des membres du CR.

- *L'Euroscope du CEE* : revue du CEE, 2 numéros annuels depuis octobre 2004.
- *L'Union européenne élargie aux nouvelles frontières et à la recherche d'une politique de voisinage* » (actes du colloque du 11 avril 2005), Bruxelles, Bruylant, 2006, 224 p.
- *Quelle relance pour la construction européenne ?* (actes du colloque du 10 avril 2006), Bruxelles, Bruylant, 2007, 258 p.
- *Quelle place pour le droit du sport dans les systèmes juridiques français et européen ?* (actes du colloque du 20 mars 2009), Lyon, CEE, à paraître en 2009.
- *Les EPIC dans tous leurs états, Quel régime juridique et quel avenir pour les EPIC ?* (actes du colloque du 24 avril 2009), à paraître aux éditions LexisNexis, numéro spécial de *La Semaine Juridique Administrations et collectivités territoriales (JCP A* du 27 juillet 2009).
- *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, à paraître (PUF, 2010).

2. PROJET SCIENTIFIQUE 2011-2014

La démarche « recherche » engagée par le CEE s'inscrit d'abord dans les quatre axes fédérateurs définis par les responsables de l'Equipe de droit public qui eux-mêmes prennent en compte les 5 dominantes recherche définies par l'Université Jean Moulin-Lyon 3.

Ces activités prendront la forme de propositions de recherche et de réponses à des appels d'offres nationaux ou européens, préparées ou non par des colloques et des conférences ou valorisés par des manifestations scientifiques ou des publications.

AXES DE RECHERCHE

AXE 1. Démocratie et pouvoirs dans l'Union : resp. Eric CARPANO

Sous-axe 1.1 : Institutions et justice : Eric CARPANO ; Jacques PERTEK ; Melchior WATHELET ; Florence ZAMPINI

Sébastien ADALID (allocataire de recherche, La mise en œuvre par l'Eurosystème de sa politique monétaire)

Sous-axe 1.2 : Citoyenneté et droits fondamentaux : Eric CARPANO ; Christine FERRARI-BREEUR ; B. LE BAUT-FERRARESE ; Jacques PERTEK ; Florence ZAMPINI

Léonie CHABAUD (allocataire de recherche, Les nouvelles politiques de la protection sociale et les mutations des solidarités dans l'Union européenne)

Loïc ROBERT (allocataire de recherche, Les outils de la promotion des droits de l'homme dans l'action extérieure de l'Union Européenne)

COLLABORATION : CEE, IEA, CDC, Universités belges

THÉMATIQUE UJML3 : Gouvernance, régulation et représentation des systèmes complexes

THÉMATIQUE EDP : Etat de droit + Enjeux de l'Etat

AXE 2. Droit public comparé et Union européenne : resp. Christine FERRARI-BREEUR

Cet axe de recherche est tourné plus particulièrement vers l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne où les membres de l'Equipe du CEE enseignent (Eric CARPANO ; Christine FERRARI-BREEUR ; Florence ZAMPINI).

COLLABORATION : CEE, IEA, CDC, IDC (Equipe droit international et comparé)

THÉMATIQUE UJML3 : Gouvernance, régulation et représentation des systèmes complexes

THÉMATIQUE EDP : Etat de droit + Gouvernance locale

AXE 3. Marchés et intégration dans l'Union : resp. Michaël KARPENSCHIF

Mathieu COMBET (allocataire de recherche, Fraude à la loi et la liberté d'établissement des sociétés en droit communautaire)

Sous-Axe 3.1 : Energie et développement durable : Bernadette LE BAUT-FERRARESE ; Isabelle MICHALLET (IDE-MC)

Sous-Axe 3.2 : Droit public économique et concurrence : Michaël KARPENSCHIF ; Jean-Pierre VIENNOIS (Equipe droit privé) ; Eric DELACOUR (CEE) ; Panaghiota KATSORCHI (allocataire de recherche, L'action internationale de la Communauté Européenne en matière de droit de la concurrence) ;

COLLABORATION : CEE, IDE, IDEA
THÉMATIQUE UJML3 : Gouvernance, régulation et représentation des systèmes complexes + Ecologie et développement durable
THÉMATIQUE EDP : Patrimoine biens territoire

PROJETS DE COLLOQUE

. « **L'influence de l'analyse économique sur le droit communautaire de la concurrence** » Printemps 2010

Approche pluridisciplinaire et concrète pour comprendre comment l'analyse économique façonne le droit de la concurrence, aussi bien dans son élaboration que dans sa mise en œuvre. Intervention de juristes, d'économistes et de praticiens, de l'analyse de cas précis à des questions plus théoriques.

Direction scientifique : Michaël Karpenschif.

Partenaires : EM Lyon / Université Catholique de Louvain / Conseil de la concurrence
Au sein de l'Université : IDEA / IAE / Centre de recherche en Droit des Affaires.

. « **Les revirements de jurisprudence en droit communautaire et comparé** » :
Automne 2010

Direction scientifique : Eric CARPANO / Michaël KARPENSCHIF

Partenaires : CEE ; IDC

2011-2014 (projets non finalisés et susceptibles d'actualisation)

. La commande publique face au droit communautaire : CEE, IDEA

. Régulations : CEE

. Transports, libéralisation et concurrence : CEE, LET

. Energie renouvelables : CEE, IDE, IEA, CERFF

. Droit communautaire et santé : CEE, IDE, IFROSS

3. PROJET FINANCIER 2011-2014 (en euros)

Postes	2011	2012	2013	2014	TOTAL
Matériel informatique	2 500	2 500	2 500	2 500	10 000
Abonnements	5 300	5 300	5 300	5 300	21 200
Ouvrages	5 300	5 300	5 300	5 300	21 200
Missions	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Réceptions	3 500	3 500	3 500	3 500	14 000
Prestations internes	6 000	6 000	6 000	6 000	24 000
TOTAL	27 600	27 600	27 600	27 600	110 400

Ce projet de budget est dicté par les impératifs suivants :

- la nécessité de maintenir un fonds documentaire conséquent, du fait de l'agrément comme centre de documentation européenne et de la mise à disposition des universitaires et du public d'une ressource documentaire véritable, ce qui nécessite la commande de périodiques et d'ouvrages d'éditeurs étrangers, souvent onéreuses ;
- le renouvellement complet du parc informatique sur le budget du CR, ne pouvant bénéficier d'aides universitaires ;
- des prestations internes croissantes compte tenu de l'activité dynamique

du CR (dépenses papier/photocopies/toner/édition pour archivage, enseignement, colloques, conférences et lecture non compensées ou compensables par la numérisation ; consommation téléphonique et affranchissement avec l'étranger compte tenu de l'internationalisation des relations du CEE) ;

- des frais de mission et de réception maîtrisés mais conséquents compte tenu des déplacements de membres du CEE et de personnalités invitées (colloques, conférences, enseignement).

Comme il le fait pour ses colloques et conférences, le CEE sollicite des partenaires publics et privés, de l'Université, des institutions nationales et communautaires et des milieux socioprofessionnels, pour le financement de son activité scientifique.

Lyon, le 16 juin 2009

Michaël KARPENSCHIF
Professeur des universités
Directeur du CEE

Texte et photographies : Véronique Gervasoni

Université de Lyon – Université Jean Moulin-Lyon 3 – Faculté de Droit

Centre d'Études Européennes – 15 quai Claude Bernard, BP 0638, 69239 Lyon Cedex 02 –

Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Tél. : ++ 00 / 33 4 78 78 74 42 – Fax : ++ 00 / 33 4 78 78 74 66 –

Web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.

